



FSU 67  
4, rue de Lausanne  
67000 STRASBOURG  
Tél: 03 88 35 17 16  
fsu67@fsu.fr

## Déclaration liminaire au CTA du 24 janvier 2019

Ce CTA est le premier de cette nouvelle mandature; la FSU veut former le vœu que cette année 2019 soit celle de l'Éducation pour toutes et tous, ses personnels comme ses usagers. Hélas, le contexte ne nous engage guère à l'optimisme.

Malgré de nombreux problèmes techniques rendant l'accès à ce scrutin très difficile, une participation aux élections professionnelles en hausse par rapport aux élections de 2014 démontre l'attachement des personnels au travail de leur représentants élus. Le message ainsi adressé par les personnels doit être entendu par tous ceux qui ont la responsabilité de faire vivre le service public d'éducation en France.

Depuis 18 mois en effet, la communauté éducative exprime des désaccords profonds avec de nombreuses mesures concernant l'école maternelle, l'école élémentaire, le collège, le lycée, l'enseignement professionnel, le baccalauréat et l'accès à l'enseignement supérieur, or l'administration de l'éducation nationale refuse de négocier. Le refus de négociation, le mépris, la surdité sélective sont aussi le fait d'autres instances jusqu'au plus haut sommet de l'État. C'est la raison pour laquelle depuis plusieurs semaines, des mouvements sociaux de grande ampleur remettent en cause la répartition des richesses au sein de la Nation ainsi que les processus gouvernementaux de décision.

En effet, il y a loin entre le discours de la confiance, répété à l'envi par le ministre Blanquer et ses condisciples, et la réalité des projets en cours qui voudraient museler toute parole n'allant pas dans le sens de la doxa gouvernementale. Le fait même de parler en boucle de «baisse nécessaire de la dépense publique», en lieu et place de développement des services publics, instruments de solidarité et de justice sociale trace la ligne de cette politique ultra libérale que nous combattons.

Nous entrons de plein pied dans l'ère de l'école de la défiance, du contrôle, du mensonge et de la soumission. Concernant le premier degré, le dédoublement des classes de CP et CE1 de l'éducation prioritaire, autrement appelé « 100% de réussite » continue à se faire au détriment de toutes les autres écoles. Ce dispositif qui prétend vouloir réduire les inégalités fait semblant d'ignorer que la difficulté scolaire concerne l'ensemble du système scolaire. L'école rurale, la maternelle, l'ensemble des autres classes ainsi que le vivier de remplaçants en paient le prix fort. Pour la FSU, c'est toute l'école qui doit être prioritaire.

Et le bilingue ? Combien d'ouvertures dans le bilingue pour la rentrée ? Combien de ces classes seront occupées par des enseignants titulaires et formés ? Qui expliquera aux parents des élèves de ces classes que ce ne sont pas des enseignants qui sont en face de leurs enfants ? Quant à l'augmentation apparente des effectifs, elle dissimule les sorties du système qui peuvent avoisiner les 25% d'une cohorte entre la moyenne section et le CM2. Sans parler de la déperdition lors de l'entrée au collège. Quel succès !

Pour ce qui concerne l'école rurale, la mode est au RPI concentré, parce que vu des bureaux, les écoles de proximité coûtent trop cher. Pour la FSU, le temps de trajet d'un enfant pour venir dans une école ne devrait pas dépasser 20 minutes, soit 40 minutes par jour. Car, rajouter du temps à une journée déjà chargée n'aide pas à favoriser les apprentissages. La vie d'un enfant d'aujourd'hui semble moins importante que le financement d'une école. Et encore n'évoquons-nous pas l'impact écologique de cette politique à courte vue.

Encore un autre discours en vogue, celui sur l'école inclusive dont les objectifs très ambitieux sont affichés mais qui, sans formation ni moyens supplémentaires, demeure un bel effet d'annonce et une belle rhétorique de communication. Le droit à la scolarisation de tous les élèves, indiscutable, ne peut se réduire à des pressions sur les personnels ou par des éléments de langage refusant la prise en compte de la réalité, des difficultés ou des obstacles rencontrés par les

personnels et les élèves. Une inclusion réelle et raisonnée implique des moyens, des lieux adaptés, des professionnels préparés pour accompagner les jeunes et des personnels enseignants correctement formés.

Dans le 2<sup>nd</sup> degré, les réformes du lycée et du lycée professionnel se révèlent pour ce qu'elles sont : un moyen d'économiser des postes et de s'attaquer un peu plus au service public d'éducation.

Pour preuve, ces 73 emplois d'enseignants et de stagiaires supprimés dans le 2<sup>nd</sup> degré alors que les effectifs sont en hausse.

Pour preuve encore cette carte des spécialités qui fait la part belle aux établissements privés.

La manipulation honteuse et méprisante à laquelle se livre le ministère affichant + 1 poste là où des emplois sont supprimés ne trompe personne. Le 2<sup>nd</sup> degré paye au prix fort des décisions budgétaires qui fragilisent tous les services publics.

Et ce ne sont pas les deux heures supplémentaires imposées qui feront illusion. Elles ne feront qu'alourdir la charge de travail des enseignants, tout comme la hausse des effectifs par classe et, pour les collègues de lycée, la mise en œuvre des nouveaux programmes et des enseignements de spécialité. Rappelons que ces programmes qui, pour une grande majorité d'entre eux ont reçu des votes négatifs lors du Conseil Supérieur de l'Éducation de décembre, viennent d'être publiés sans modification significative, démontrant, s'il en était encore besoin, le mépris du ministère pour la profession et ses représentants.

Cette dégradation touchera particulièrement les élèves les plus fragiles, ceux de lycées professionnels seront privés d'heures d'enseignements généraux, ceux de l'Éducation prioritaire seront dans des classes plus chargées, sans compter les difficultés accrues ici aussi pour assurer les remplacements.

Un autre point concerne les formations nécessaires à la mise en place de la réforme. De nouvelles disciplines ont été créées, et tout comme pour la dernière réforme du lycée, l'existant n'a pas été pris en compte, de ce fait les enseignants vont se voir imposer une formation au pas de charge dans les meilleures conditions ou alors une formation après avoir débuté la rentrée scolaire dans le pire des cas. Vous admettez que les conditions sont là pour créer un nouveau malaise dans le monde enseignant, s'il en fallait un supplémentaire.

Pour toutes ces raisons et parce qu'elles organisent le tri des élèves, la FSU demande le retrait des réformes des lycées, du bac et de Parcoursup.

Enfin, nous attirons une nouvelle fois votre attention sur la gestion des agents non titulaires dont un trop grand nombre est confronté à des retards pour l'accès à un CDI, pour le paiement de leurs heures et de leurs déplacements, pour la prise en charge financière de leurs congés maladie. Les conséquences sur la situation personnelle de ces collègues peuvent être catastrophiques et c'est pourquoi nous demandons la tenue au plus vite d'un groupe de travail.

L'École va très mal, ses personnels aussi quel qu'ils soient. Les enseignants sont mobilisés aujourd'hui, comme les infirmières l'étaient mardi pour faire entendre leurs exigences pour le service public d'éducation et leurs conditions de travail. La FSU sera là, pour porter la parole de toutes celles et ceux qui ne se résignent pas. Elle relaye d'ailleurs la demande d'audience des personnels de santé.